

# Mouvement Communiste/Kolektivně proti Kapitálu

Bulletin n°1

16 février 2011

## Premiers points fermes sur les dernières révoltes dans les pays arabes

### Premier point

Les premières émeutes non organisées dans le centre et l'ouest de la Tunisie (Sidi Bouzid – 40 000 habitants ; Kasserine – 76 000 habitants), en Algérie, en Jordanie et en Egypte sont le fait du prolétariat et des couches les plus appauvries de la petite bourgeoisie traditionnelle. Hausse des prix alimentaires et chômage surtout des jeunes ont été à l'origine des explosions. Dans ces pays, les dépenses des ménages pour l'alimentation comptent pour environ 40 % des dépenses totales. A titre de comparaison, en France, ce poste représente 11 % du budget total des familles et en Tchéquie, 16 %. En 2010, le prix égyptien du blé, dont ce pays est le premier importateur mondial, et du maïs ont bondi respectivement de 73 % et 88 %. La viande, les fruits et les légumes deviennent inabordables pour bon nombre d'Égyptiens.

En Tunisie, le déclencheur des émeutes a été l'immolation par le feu de Mohamed Bouazizi, un jeune ambulant diplômé à qui la police avait confisqué des fruits et des légumes vendus à la sauvette. Les deux petites villes tunisiennes qui ont mis le feu aux poudres ont un taux de chômage des plus élevés du pays. Un troisième élément qu'il ne faut oublier est la tentative de plusieurs Etats de la région, l'Algérie et la Tunisie avant tout, de juguler l'économie parallèle fleurissante afin d'accroître les rentrées fiscales en une période où le thème des déficits publics occupe le devant de la scène internationale. Parallèlement, ces gouvernements poursuivent la réduction ou l'annulation des subventions étatiques aux prix de vente des biens de première nécessité. Ainsi, en dépit de leur forme violente, ces premières émeutes ont un caractère éminemment défensif.

Façon de rappeler que l'exercice prolétarien de la violence n'est en rien synonyme d'offensive, ni et encore moins d'autonomie ouvrière.

En l'absence de ces deux facteurs cruciaux, la dynamique de la révolution en permanence débouchant sur la dictature prolétarienne n'a aucune chance de s'imposer. Un mouvement qui réagit est toujours défensif. La réaction est toujours subalterne même si elle est justifiée. Tout le problème du camp prolétarien est de passer de la réaction à l'offensive. C'est un fait de conscience et d'organisation. Dans ces deux pays, point de conscience et d'organisation autonomes, seulement violence et haine de classe. C'est un bon début mais seulement à la condition que le mouvement dépasse le moment de la réaction et affirme ses propres contenus, son rythme et sa détermination organisée dans la durée. D'après ce que nous savons à ce stade, ce n'est pas gagné.

### Deuxième point

Les aspirations libertaires sont bien ancrées dans cette vague de révoltes populaires. Et pour cause. Les prolétaires savent pertinemment que toute protestation, même la plus pacifique, sera étouffée dans la violence par les Etats. Dans un

premier temps, les exploités ont satisfait ce besoin essentiel en pratiquant les libertés auxquelles ils aspirent dans et par leurs propres luttes. Dans le combat indépendant, la parole se libère, l'organisation autonome peut s'épanouir et les individus développent toute leur capacité de socialisation. C'est uniquement sur ce terrain que la lutte des classes peut résorber et résoudre, dans le feu du combat, les aspirations libertaires les plus étendues de la société civile. Ce type d'approche est le seul apte à inscrire une ligne de démarcation avec la revendication démocratique bourgeoise.

Aucune formalisation des libertés individuelles et collectives dans le cadre de l'Etat n'est satisfaisante.

D'un côté et pire, toute formalisation de cette nature favorise à terme la stabilisation du mode de production capitaliste et le renforcement de la domination étatique sur les classes subalternes. D'un autre côté, il serait stupide d'écarter d'un revers de main l'opportunité offerte ponctuellement au prolétariat par le desserrement de la dictature du capital et de son État, y compris quand elle se cristallise en une assise démocratique bourgeoise. Le rejet d'une attitude indifférente vis-à-vis de changements institutionnels et constitutionnels démocratiques ne doit cependant pas aller jusqu'à soutenir directement ou indirectement le processus de restructuration de l'Etat. Ceci vaut même quand ce processus démarre par l'action prolétarienne et se déroule « à chaud », dans un cadre de crise aiguë de l'Etat.

### Troisième point

L'entrée de portions entières et transversales de la société civile en mouvement aux côtés du prolétariat insurgé, notamment en Tunisie et en Egypte, met à mal le caractère purement ouvrier des révoltes initiales. Non pas parce que le prolétariat doit en toutes circonstances se draper d'un splendide isolement pour affirmer ses intérêts. La capacité de la classe ouvrière en mouvement d'attirer à soi des secteurs et des individus issus d'autres couches de la société civile reste, à nos yeux, une condition vitale de sa victoire sur les classes dominantes. Le problème est qu'à ce stade, la cause prolétarienne est masquée par les revendications démocratiques classiques et les jeux de pouvoir au sein des classes dominantes aussi bien en Tunisie qu'en Egypte. Rapidement, les insurgés se sont montrés incapables de se penser comme une expression d'une classe sociale indépendante et sans patrie. Et ce, mais même ceci n'est guère prouvé, aux exceptions près des zones tunisiennes où tout a commencé et des usines, des bureaux et des autres lieux de travail égyptiens où des conflits salariaux et autres se poursuivent après le limogeage du Raïs.

Une classe qui aspire au renversement non seulement des régimes autoritaires et corrompus mais aussi à la destruction de l'Etat, de tous les Etats, et, surtout, à la constitution révolutionnaire d'une société coopérative centralisée, sans classes, sans argent, sans exploitation et sans oppression.

L'incapacité des émeutiers de mettre en adéquation leur pensée avec leur action insurrectionnelle se manifeste avant tout par l'absence flagrante de toute tentative d'organisation autonome capable de mettre au centre du combat l'attaque à la production capitaliste. La plupart des usines ont continué de tourner, jusqu'à la chute de Ben Ali, en Tunisie. En Egypte, les agitations pour des revendications ouvrières ne font pas (encore ?) tache d'huile. En Tunisie, on a même assisté à des initiatives de défense de l'outil de production prises conjointement par les ouvriers et l'encadrement.

En Egypte, même si des grèves ont éclaté trois jours avant le départ de Moubarak (et ont précipité celui-ci) et continuent, certains secteurs comme le tourisme industriel ou les usines appartenant à l'armée sont épargnés. En Algérie et en Jordanie, on semble jouer la même partition. Comme en Iran à l'été et l'automne 2009, la principale limite du mouvement demeure la sous-utilisation par les ouvriers de l'arme essentielle dont ils disposent : la grève. De ce fait, ils se privent à la fois du seul ancrage véritablement solide de leur combat et d'une forme de lutte des plus efficaces contre l'Etat et les patrons, qu'ils soient « autochtones » ou « étrangers ». Le cœur du système de domination de tous les pays au monde est la production. C'est à cet endroit-là qu'il doit être frappé.

#### Quatrième point

Des régimes sclérosés, clientélistes, où les rentiers ont la part belle, ont vite vacillé face aux coups de butoir de la rue. Confrontés à des difficultés croissantes d'accès à des marchés mondiaux des capitaux mal en point à la suite de la crise financière globale commencée aux Etats-Unis en août 2007, ces exécutifs se sont démontrés inaptes à raffermir et élargir leur base politique et sociale. Mais il serait erroné de considérer que ces régimes s'écroulent sur pieds. En dépit de l'écran de fumée dressé par les organes de l'information dominante, les régimes autoritaires tunisien et égyptien ne sont pas accrochés en l'air, tenus debout pendant si longtemps uniquement par la force brute et la volonté de dictateurs féroces.

En Tunisie, le pays capitaliste de loin le plus développé d'Afrique du Nord, le parti jadis au pouvoir comptait environ 2 millions de membres et s'assurait les services rendus par la centrale syndicale unique UGTT. La même UGTT qui gère de bout en bout la sortie de crise en profitant de son enracinement au sein du prolétariat. Cette confédération syndicale apparaît maintenant comme une réelle alternative en vertu de sa dialectique interne jadis tolérée entre certaines limites par le régime Ben Ali. L'UGTT a canalisé pendant des années le mécontentement des prolétaires. Elle a démontré être le meilleur, et parfois l'unique, garant de l'ordre productif et social. Rôle qu'elle remplit plutôt efficacement encore maintenant. L'UGTT désormais aux commandes à Tunis est condamnée à gérer, en première ligne, les tensions surtout dans le Centre et le Sud pauvres, où la lutte de classes s'est exprimée avec plus de force. Dans l'UGTT, il y a une dialectique très contrôlée entre des fractions plus ou moins liées à l'ancien RCD. Pour préserver dans le temps sa crédibilité et sa fonction, l'UGTT a permis une certaine expression de courants de gauche en son

sein. Il n'est pas exclu que des syndicalistes de base, porteurs d'aspirations réformistes ouvrières, aient pu et puissent être encore maintenant présents en son sein. Par le passé, quand ceux-ci dépassaient les bornes, ils se faisaient coffrer et expulser de l'UGTT. Aujourd'hui, avec l'appareil répressif de l'Etat en grande difficulté, il est probable qu'ils donnent de la voix pour s'imposer notamment là où des foyers de lutte prolétarienne restent allumés. Enfin, des syndicalistes de gauche et des réformistes ouvriers pourraient être tentés par la CGTT, un petit syndicat constitué il y a quelques années et qui sort au grand jour.

En Egypte, le parti au pouvoir compte deux millions de cartes. Ici, le pilier de l'Etat est sans conteste l'Armée d'un million d'hommes. Dotée de ses propres industries, occupant presque tous les échelons de la haute administration de l'Etat, elle est le gardien et le premier bénéficiaire de la juteuse rente du canal de Suez (3,5 milliards de dollars de dîmes collectées par an pour un PIB de moins de 220 milliards de dollars) et de l'aide financière internationale, américaine avant tout (environ 2 milliards de dollars par an). Joshua Stacher, un spécialiste américain de ce pays, estime que les militaires contrôlent entre 33 et 45 % de l'économie égyptienne. L'Armée qui fut celle de Hosni Moubarak et qui est maintenant derrière Omar Souleimane, est le protagoniste politique incontesté avec les Frères Musulmans (cinq à six millions de membres cotisants) des événements actuels au Caire. La réduction des conflits qui traversent ces formations économiques et sociales à des batailles de rue entre deux camps bourgeois, l'un « conservateur », l'autre « restructurateur » de l'Etat ne préjuge de rien de bon.

Déjà bien engagée en Tunisie, la restructuration et la restauration de l'Etat est également en marche en Egypte.

#### Cinquième point

Si la restructuration et la restauration de l'Etat égyptien se solde par un compromis « historique » entre l'Armée et les Frères Musulmans comme cela semble être le cas, ceci va bouleverser durablement l'échiquier géopolitique de la région. La vague de nationalisme exacerbé qui déferle dans la rue en Tunisie et en Egypte pourrait rouvrir une phase de guerre avec l'Etat sioniste. Dans certaines circonstances de crise, il n'y a rien de plus efficace que de ressouder un pays en identifiant et en appelant à combattre un ennemi extérieur ou intérieur.

L'ennemi intérieur d'antan en Egypte, les Frères Musulmans, entretient des liens organiques avec le parti islamiste jordanien et le Hamas palestinien. Ce dernier est très proche de la Syrie et de l'Iran qui dispose d'une puissante antenne régionale en le Hezbollah libanais aux portes du pouvoir à Beyrouth. Le Hezbollah est à son tour étroitement lié à Damas. Ce scénario n'est pas sûr mais il faut en tenir compte. Surtout quand il s'agit de s'adresser aux prolétaires qui seront la chair à canon des éventuelles guerres à venir.

Plus que jamais, seule une politique rigoureusement antiétatique et défaitiste est à même de représenter l'intérêt immédiat et historique de la classe ouvrière.

Là-bas comme partout ailleurs.

*Bratislava, Bruxelles, Londres, Paris, Prague*